

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

UN 75 1979



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UNSA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/34/222

S/13299

7 mai 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/CHINOIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 11 de la liste préliminaire^{III}
RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 7 mai 1979, adressée au Secrétaire général par le Chargé
d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Chine auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un discours prononcé par Han Nianlong, chef de la délégation du Gouvernement chinois et vice-ministre des affaires étrangères, à la 3ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 4 mai 1979. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce discours comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent par intérim
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) LAI Ya-li

* A/34/50.

ANNEXE

Discours prononcé par Han Mianlong, vice-ministre des affaires étrangères, chef de la délégation du Gouvernement chinois, à la 3ème séance plénière des négociations sino-vietnamiennes, le 4 mai 1979

Monsieur Phan Nien, chef de la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam,

Chers collègues de la délégation du Gouvernement vietnamien,

Dans sa dernière déclaration, le Viet Nam a répété ses accusations habituelles contre la Chine. Non seulement il a essayé à nouveau de se décharger sur nous de la responsabilité de la détérioration des relations sino-vietnamiennes et des conflits armés qui ont éclaté à la frontière, mais il a complètement retourné les choses au sujet de la question de l'hégémonie et attaqué avec hargne les dirigeants chinois, qu'il a accusés d'appliquer "de la façon la plus frénétique une politique d'expansion et d'hégémonie". Il s'agit là d'une calomnie très grave contre la Chine. Nous ne pouvons garder le silence devant une telle calomnie, et devons au contraire la réfuter et exposer les faits réels.

Soutenu et incité par l'Union soviétique, le Viet Nam se livre au nationalisme expansionniste et à une politique d'hégémonie régionale. C'est là une importante raison qui explique pourquoi les autorités vietnamiennes poursuivent une politique d'opposition et d'hostilité envers la Chine. C'est aussi la cause profonde de la tension qui existe à l'heure actuelle en Indochine et dans l'Asie du Sud-Est. Parvenues à la fin de leur guerre de résistance contre l'agression américaine, les autorités vietnamiennes ont intensifié leurs activités pour créer une "fédération indochinoise" et ont pratiqué activement l'infiltration et l'expansion en Asie du Sud-Est. A l'égard des relations sino-vietnamiennes, elles ont adopté une position de nationalisme expansionniste et ont considéré la Chine, qui est fermement opposée à la politique d'expansion et d'hégémonie, comme le principal obstacle à leurs plans agressifs et expansionnistes visant à créer une "fédération indochinoise" puis à imposer leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Elles ont donc traité la Chine comme l'ennemi numéro un, elles ont intensifié leurs activités hostiles à la Chine et elles ont provoqué une détérioration radicale des relations sino-vietnamiennes, qui a abouti finalement au grave conflit armé à la frontière sino-vietnamienne. Ce n'est qu'en exposant ainsi le fond du problème que l'on pourra trouver un moyen satisfaisant pour rétablir des relations normales entre la Chine et le Viet Nam et contribuer à sauvegarder la paix et la stabilité en Indochine et dans l'Asie du Sud-est.

Les autorités vietnamiennes ont toujours considéré que leur "mission fondamentale" était de créer une prétendue "fédération indochinoise". Pendant la guerre de résistance contre l'agression américaine, les dirigeants vietnamiens n'ont cessé de suggérer au Cambodge et au Laos que les trois Etats indochinois forment une "union sur le modèle de l'URSS", qu'ils concluent une "union économique" et que les armées des trois pays soient fusionnées sous un soi-disant "commandement unifié", contrôlé par le Viet Nam. Après l'unification du Viet Nam en 1975, les autorités vietnamiennes ont cru qu'avec ses stocks importants de

matériel de guerre américain et soviétique, le Viet Nam était "la troisième puissance militaire mondiale". Leurs ambitions ont alors grandi et elles se sont bientôt lancées sur la voie militariste de l'agression et de l'expansion. Leurs premières victimes ont été le Laos et le Kampuchea - pays qui avaient subi l'asservissement impérialiste en même temps que le Viet Nam, qui avaient lutté à ses côtés et qui l'avaient soutenu énergiquement dans la lutte pour l'indépendance nationale. Sous l'euphémisme de "relations spéciales", elles ont appliqué au Laos et au Kampuchea une politique sans scrupules d'infiltration, de contrôle, de subversion, d'agression et d'annexion. De plus, invoquant comme "précédent" l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie, elles ont lancé une agression et soumis le Kampuchea à une occupation militaire. Cela montre tout à fait clairement qu'en poursuivant leur politique d'hégémonie régionale, les autorités vietnamiennes ont effectivement imité les sociaux-impérialistes soviétiques.

En quelques années, le Viet Nam a imposé au Laos son contrôle dans les domaines politique, militaire et économique et dans celui des affaires étrangères. Des troupes d'occupation vietnamiennes, comptant des dizaines de milliers d'hommes, sont stationnées sur le territoire lao. Des conseillers vietnamiens de tous types et de tous niveaux surveillent les institutions lao à l'échelle nationale et à l'échelon local. En 1977, le Viet Nam a imposé au peuple lao ce qu'il appelle un "traité d'amitié et de coopération" et un accord relatif aux frontières qui légalise sous forme de traité son contrôle global et son occupation militaire du Laos et l'annexion du territoire lao. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Laos ont ainsi été grossièrement violées. La politique étrangère du Laos a changé de manière appréciable sous la coercition vietnamienne. Les relations entre la Chine et le Laos - deux pays qui avaient toujours vécu dans l'amitié et n'avaient jamais eu de différends - se sont troublées, parce que les autorités vietnamiennes font tout leur possible pour provoquer une rupture. Récemment, l'Union soviétique et le Viet Nam ont fabriqué le mensonge selon lequel la Chine "massait des troupes" le long de la frontière sino-lao et ils ont cherché ainsi à renforcer leur contrôle sur le Laos et à le forcer à se mettre au service de leur politique antichinoise.

A l'égard du Kampuchea, pays qui a inflexiblement rejeté toute notion de "fédération indochinoise", les autorités vietnamiennes nourrissaient de plus noirs desseins et s'apprêtaient à n'en faire qu'une bouchée. Le Viet Nam a occupé l'île de Koh Way en 1975. Peu après, il a exercé de perfides pressions sur le Kampuchea pour qu'il le laisse annexer la partie de son territoire située à l'est du Mékong, laquelle avait servi de "sanctuaire" à la résistance vietnamienne contre l'agression des Etats-Unis. Les autorités vietnamiennes ont essayé à plusieurs reprises de renverser le Gouvernement du Kampuchea démocratique parce que celui-ci défendait l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea. Vers la fin de 1977, non content de multiplier les accrochages aux frontières, le Viet Nam a envoyé des troupes envahir le Kampuchea. Mais toutes ces tentatives ont échoué. Alors, vers la fin de 1978, le Viet Nam a entrepris une guerre d'agression plus vaste, dans laquelle il a entraîné plus de 100 000 hommes. Les autorités vietnamiennes ont violé les principes les plus élémentaires des relations internationales. Elles ont mis en place un régime fantoche à la pointe de la baïonnette. Puis elles ont

signé avec lui un "traité d'amitié et de coopération", qui équivalait à un contrat liant le Kampuchea démocratique au Viet Nam. Elles ont fait régner un ordre colonial fasciste des plus impitoyables dans les régions qu'elles ont occupées. Pensován, un des dirigeants du régime fantoche du Kampuchea, a déclaré ouvertement au mois de mars dernier, qu'"il ne fait aucun doute que le Kampuchea s'associera au Viet Nam dans une fédération indochinoise". Cette déclaration dévoilait le fait que l'invasion et l'occupation armées du Kampuchea ainsi que l'installation d'un régime fantoche dans ce pays constituaient des mesures importantes prises par les autorités vietnamiennes pour instaurer leur "fédération indochinoise".

Les pays et les peuples épris de paix partout dans le monde ont condamné en termes énergiques les autorités vietnamiennes pour leur cynique agression armée au Kampuchea. Tout d'abord les pays non alignés, puis les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ont présenté des résolutions au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, demandant le retrait des troupes étrangères du Kampuchea et le repli des troupes de chaque pays à l'intérieur de ses frontières. Dans l'un et l'autre cas, ces résolutions ont reçu l'appui de 13 des 15 Etats membres du Conseil de sécurité. L'Union soviétique ne pouvait faire autrement que décider de faire usage arbitrairement de son droit de veto. Mais nul ne peut user du droit de veto à l'encontre de la position juste adoptée par les peuples du monde, qui exigent encore de façon pressante le retrait immédiat des troupes d'agression vietnamiennes du Kampuchea.

A l'heure qu'il est, les troupes d'agression vietnamiennes sont en train d'intensifier leur vaste offensive au Kampuchea afin de pouvoir, avant la saison des pluies, exterminer les forces armées du Kampuchea, qui mènent un courageux combat dans la résistance. Parallèlement, elles sont en train de renforcer leur contrôle au Laos. Mais, les peuples du Kampuchea et du Laos, dont la glorieuse tradition est de résister aux forces d'agression étrangères, ne se soumettront jamais à la domination coloniale d'une nation étrangère. Ils jouissent de la sympathie et de l'appui des peuples du monde entier. Les agresseurs vietnamiens sont voués à la défaite totale.

Les autorités vietnamiennes ont été mises dans un grand embarras par l'énergique condamnation que leurs actes d'agression en Indochine ont suscitée de la part de l'opinion publique du monde entier. Pour sortir de cet embarras, elles n'ont pas hésité, récemment, à nier purement et simplement les faits, soutenant qu'il n'existe pas de soi-disant "question du Kampuchea" ni de "question d'Indochine", et accusant avec véhémence tous ceux qui préconisent le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchea d'agir de "manière illégale" et de "s'ingérer dans les affaires intérieures des peuples du Viet Nam et du Kampuchea". Incapables de défendre juridiquement leur agression au Kampuchea, elles ne pouvaient invoquer comme prétendue "base juridique" que le "traité entre le Viet Nam et le Kampuchea" qu'elles ont rédigé unilatéralement après avoir étendu leur occupation militaire sur le Kampuchea. Le monde entier sait que le Viet Nam a lancé sa vaste guerre d'agression contre le Kampuchea le 25 décembre 1978. Le Viet Nam s'est emparé de Phnom Penh le 7 janvier 1979. Le régime fantoche a été formé à la hâte le lendemain, et le "traité entre le Viet Nam et le Kampuchea" a été concocté le 18 février. On peut se poser la question de savoir qui a "demandé" aux troupes

vietnamiennes d'envahir le Kampuchea avant l'installation du régime fantoche. Etant donné que les troupes d'agression vietnamiennes ont envahi le Kampuchea presque deux mois avant la signature du "traité entre le Viet Nam et le Kampuchea", comment ce "traité" peut-il servir de "base juridique" pour justifier l'entrée des troupes vietnamiennes au Kampuchea? Les dates ne sont pas réversibles. Les faits ne peuvent être fabriqués. En outre, le régime fantoche de Phnom Penh est le produit des seules autorités vietnamiennes. Le peuple du Kampuchea l'a repoussé avec mépris, et l'écrasante majorité des pays ont refusé de le reconnaître. Ce régime fantoche lui-même est illégal, et le "traité entre le Kampuchea et le Viet Nam" l'est encore plus. Il ne peut absolument pas donner de "sanction légale" à l'agression et à l'occupation militaires vietnamiennes au Kampuchea. Les faits montrent de façon incontestable que l'invasion du Kampuchea par le Viet Nam est un acte d'agression cynique commis à l'encontre d'un autre Etat souverain, en violation des principes les plus élémentaires des relations internationales et de la Charte des Nations Unies. Cette invasion constitue une grave menace à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est. Elle ne relève en rien des "affaires intérieures" de quiconque. Il est parfaitement légitime et juste que tous les pays et peuples épris de paix condamnent l'agression vietnamienne et exigent le retrait immédiat de ses troupes d'agression du Kampuchea.

Cherchant à semer la confusion quant à ce qui est vrai et à ce qui ne l'est pas, et à détourner l'attention de l'opinion publique, les Vietnamiens n'ont cessé de calomnier la Chine au cours des négociations et, à propos des questions du Laos et du Kampuchea, ont impudemment déclaré : "Je vous conseillerais d'aller au Laos et au Kampuchea pour discuter de ces questions. Nous n'en discuterons pas ici". Pendant les négociations, les Vietnamiens n'ont reculé devant rien pour noircir la Chine à propos des questions du Laos et du Kampuchea, ne permettant même pas à la Chine de répondre pour élucider la situation. Peut-on imaginer attitude plus déraisonnable? Il est rare en effet de voir une telle arrogance et un tel autoritarisme. Le Viet Nam est coupable d'agression contre le Kampuchea et le Laos et il est une source de tension en Indochine. Il est logique que ces questions soient discutées ici. L'insolence de l'attitude des autorités vietnamiennes ne saurait empêcher le peuple chinois et le reste du monde de défendre la justice, eux qui sont résolument opposés à l'agression vietnamienne et soutiennent les peuples du Kampuchea et du Laos dans la lutte qu'ils mènent pour sauvegarder leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

La formation d'une "fédération indochinoise" est pour le Viet Nam une étape préparatoire importante pour la poursuite de son expansion en Asie du Sud-Est, et pour l'Union soviétique un aspect essentiel de sa politique social-impérialiste de poussée vers le sud et du "système asiatique de sécurité collective" qu'elle concocte de mettre en place. Unissant leurs voix, l'Union soviétique et les autorités vietnamiennes étaient depuis toujours hostiles à l'ANASE, l'accusant d'être un "instrument de l'impérialisme". Mais elles ont changé de tactique en 1977, à peu près au moment où le Viet Nam a intensifié son agression armée contre le Kampuchea. Recourant à une diplomatie dite du "sourire", les autorités vietnamiennes se sont prétendues disposées à développer des liens bilatéraux et multilatéraux avec les pays de l'ANASE et ont demandé à l'Association de "sortir de ses limites étroites", d'élargir sa portée et de "construire une organisation

régionale sur une nouvelle base". Elles cherchaient de cette façon à s'infiltrer dans l'ANASE pour en modifier le caractère. La proposition du Viet Nam d'établir une soi-disant "zone de paix, d'indépendance véritable et de neutralité en Asie du Sud-Est" était une manoeuvre visant à remplacer l'ANASE par une variante du "système asiatique de sécurité collective". Les pays de l'ANASE ayant demandé ce qu'il fallait entendre par "indépendance véritable", les autorités vietnamiennes n'ont pu leur donner qu'une réponse vague et ambiguë. Mais dans un de vos "plans de propagande" confidentiels, il était dit sans équivoque que "cette organisation (l'ANASE) est en réalité un laquais de l'impérialisme américain et l'alliée des Etats-Unis contre le viet Nam", qu'à l'heure actuelle "la ligne politique de cette organisation est en fait encore dominée par l'impérialisme américain et que, par conséquent, l'indépendance de ses membres n'est qu'un leurre". Cette affirmation est une vile calomnie et une insulte aux pays indépendants et souverains de l'ANASE. Pour défendre la justice et préserver la paix et la sécurité dans la région, les pays de l'Asie du Sud-Est ont maintes fois demandé au Viet Nam de retirer ses troupes du Kampuchea. Les autorités vietnamiennes ont alors ouvertement menacé les pays de l'ANASE, les avertissant "qu'ils ne devaient pas renouveler la même erreur". Elles les ont même menacés en exigeant le remboursement d'une "dette". Les faits prouvent de manière éloquent que ce complot de l'Union soviétique et du Viet Nam pour pratiquer une politique d'agression et d'expansion en Asie du Sud-Est est devenu une menace de plus en plus grave pour la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est et dans l'Asie tout entière, et constitue actuellement une source dangereuse de tensions en Asie du Sud-Est.

La politique expansionniste du Viet Nam est vigoureusement soutenue par l'Union soviétique car elle convient aux impératifs de la stratégie globale du socio-impérialisme soviétique. Ayant besoin les uns des autres, les grands hégémonistes soviétiques et les petits hégémonistes vietnamiens travaillent en étroite coordination. Le Viet Nam a besoin de l'appui soviétique pour réaliser son ambition de constituer une "fédération indochinoise" et de dominer l'Asie du Sud-Est. L'Union soviétique a besoin du Viet Nam comme "avant-poste solide" et "base stratégique" dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique pour poursuivre sa poussée vers le sud - qui est l'un des éléments de sa stratégie globale - renforcer encore son contrôle sur les voies maritimes entre le Pacifique occidental et l'océan Indien, et relier ses déploiements stratégiques dans ces deux océans. Tirant parti de la situation tendue qui, il y a quelques temps, est apparue à la frontière sino-vietnamienne, l'Union soviétique a envoyé ses bateaux de guerre à Da Nang et dans la baie de Cam Ranh. Dernièrement, des avions militaires soviétiques ont utilisé la base aérienne de Da Nang. Tous ces événements ont suscité de vives inquiétudes parmi les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Depuis plusieurs années, l'Union soviétique a progressivement étendu son influence au Viet Nam et a peu à peu entraîné ce pays dans l'orbite de sa stratégie globale hégémoniste. Le Viet Nam est entré au CAEM en 1978 et, aussitôt après, a signé avec l'Union soviétique un "Traité d'amitié et de coopération" qui est en fait une alliance militaire. Il est devenu l'agent de la superpuissance soviétique dans sa politique d'hégémonisme en Asie. Il est universellement reconnu comme le "Cuba de l'Asie". Les autorités vietnamiennes considèrent elles-mêmes le Viet Nam et Cuba comme des "jumeaux". Les faits ont prouvé que ces deux pays sont pour l'Union soviétique deux instruments pour conquérir l'hégémonie du monde.

Pour camoufler leur hégémonisme régional et créer la confusion, les autorités vietnamiennes ont rétorqué que la Chine était elle-même "une grande puissance hégémoniste" et pratiquait une politique "d'expansion" en Indochine et en Asie du Sud-Est. Qui peut prêter l'oreille à ce genre de sottise? Les faits sont plus parlants que les mots. Les autorités vietnamiennes perdent leur temps si elles espèrent jeter de la poudre aux yeux à qui que ce soit et semer la zizanie pour saper les relations amicales entre la Chine et les pays de l'Asie du Sud-Est. La Chine a toujours eu pour politique et pour position de ne jamais rechercher l'hégémonie. Elle a maintes et maintes fois déclaré que ce n'est pas là son but, et elle ne déviara pas de cette ligne de conduite lorsqu'elle sera devenue un pays socialiste fort et prospère. La Chine est opposée à toute tentative par laquelle un pays ou un groupe de pays viserait à établir son hégémonie où que ce soit dans le monde. Elle a toujours été solidaire des pays et des peuples épris de paix dans le monde et a déployé avec eux des efforts inlassables pour combattre l'impérialisme et l'hégémonisme. La Chine s'oriente actuellement vers la modernisation socialiste. Elle a besoin d'un climat international pacifique, en particulier de relations pacifiques et amicales avec ses voisins. Elle a toujours attaché un grand prix à ses relations amicales avec les trois Etats indochinois et leur a prêté un appui et une aide considérables dans leur guerre de résistance contre l'agression des Etats-Unis et dans la reconstruction de leur économie. Elle a toujours respecté leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. C'est là une évidence pour tous. Elle ne revendique même pas un pouce du territoire vietnamien et pas un seul soldat chinois n'est posté dans ce territoire. La Chine n'a jamais occupé non plus un seul pouce de territoire appartenant au Kampuchea, au Laos ou à tout autre pays du monde, et pas un seul soldat chinois n'est stationné dans un autre pays. En revanche, l'opinion mondiale a dénoncé le Viet Nam pour son occupation militaire du Kampuchea, sa mainmise sur le Laos et sa tentative de constituer une "fédération indochinoise". Avec un total de 200 000 soldats stationnés au Kampuchea et au Laos, le Viet Nam mérite bien d'être appelé "la troisième puissance mondiale". Si l'hégémonie régionale n'est pas votre objectif, vous devriez proclamer à la face du monde votre décision de retirer immédiatement vos forces armées du Kampuchea et du Laos.

Les relations d'amitié et de coopération de la Chine avec les pays de l'Asie du Sud-Est ont continué de se renforcer et de se développer sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. La Chine a toujours considéré avec faveur et appuyé la proposition des pays de l'ANASE tendant à proclamer l'Asie du Sud-Est zone de paix et de neutralité ainsi que leur opposition au plan de l'Union soviétique visant à créer un "système de sécurité collective asiatique" pour renforcer son contrôle et sa domination dans la région de l'Asie et du Pacifique. J'ai rappelé plus haut comment les autorités vietnamiennes, s'alliant à l'Union soviétique, s'efforcent par tous les moyens possibles de s'infiltrer et d'étendre leur emprise en Asie du Sud-Est. Comme leur agression armée au Kampuchea et leur tentative de former une "fédération indochinoise" constitue un prélude à l'agression et à l'expansion vietnamienne dans le Sud-Est asiatique, il est tout à fait naturel que les pays de l'Asie du Sud-Est soient profondément inquiets. Si l'on admettait sans réagir l'occupation militaire prolongée du Kampuchea par le Viet Nam, cela signifierait que chacun pourrait à son gré violer

les principes des relations internationales. Cela signifierait aussi qu'une plus grave menace pèserait sur la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est et que les pays de cette région seraient la prochaine cible de l'agression vietnamienne. Récemment, les forces d'agression vietnamiennes se sont livrées à de constantes provocations contre la Thaïlande sur la frontière entre ce pays et le Kampuchea. L'opinion publique en Asie du Sud-Est réclame énergiquement le retrait des Vietnamiens du Kampuchea et s'élève contre les desseins des grands et petits hégémonistes visant à dominer l'Asie du Sud-Est. Les faits prouvent que ce sont les hégémonistes régionaux vietnamiens et les hégémonistes de la superpuissance soviétique, et personne d'autre, qui mènent une guerre d'agression et pratiquent l'infiltration et l'expansion en Indochine et en Asie du Sud-Est. Comment les autorités vietnamiennes peuvent-elles s'imaginer que quelqu'un prêterait foi à leurs mensonges et à leurs accusations calomnieuses contre la Chine "poursuivant une politique expansionniste" en Indochine et en Asie du Sud-Est? La partie vietnamienne proclame sans cesse que le Viet Nam "poursuit une politique constante de paix et d'amitié" à l'égard des pays voisins. Mais, en fait, non contents d'adopter une politique hostile à l'égard de la Chine, vous soumettez le Kampuchea à l'agression armée ou à l'occupation militaire et le Laos à une emprise absolue. Vos actions démentent vos paroles. Votre attitude contradictoire et perfide démontre que vous êtes de parfaits hypocrites. Vous avez perdu votre crédibilité aux yeux du monde.

La Chine est fermement opposée à l'hégémonisme sous toutes ses formes. La Chine s'attache à préserver la paix, la sécurité et la stabilité en Asie et dans le monde. Elle a toujours milité pour que soit respectée la justice internationale. Notre position ferme, franche et irréprochable représente un obstacle majeur pour l'agression et l'expansion sans scrupules des hégémonistes grands et petits, et ne peut susciter que leur haine et leur opposition. La Chine ne s'est pas écartée des principes auxquels elle adhère quand les autorités vietnamiennes ont commencé leur agression armée au Kampuchea vers la fin de 1977. Elle a demandé au Viet Nam de retirer ses troupes du Kampuchea et de régler ses différends par la voie de négociations. Cela n'a fait qu'accroître le ressentiment des autorités vietnamiennes contre la Chine et a immédiatement donné lieu à une escalade en flèche de leurs activités contre la Chine et les Chinois.

Quand les autorités vietnamiennes ont lancé leur agression armée massive contre le Kampuchea vers la fin de 1978, la Chine s'est élevée sans équivoque contre cet acte d'agression et a soutenu le juste combat du Kampuchea démocratique. Aussitôt, les activités des autorités vietnamiennes hostiles à la Chine ont, avec l'appui et les encouragements de l'Union soviétique, atteint des proportions vertigineuses. Les grands et petits hégémonistes considéraient que, pour avoir les mains libres afin de poursuivre leurs desseins hégémonistes en Asie du Sud-Est, il leur fallait éliminer l'obstacle que représentait la Chine et saboter le programme de modernisation socialiste chinois. Ils craignaient que l'apparition en Orient d'une Chine socialiste modernisée, forte et prospère constitue une force puissante oeuvrant contre l'hégémonisme et en faveur du maintien de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde. Des hommes politiques vietnamiens ont même été jusqu'à dire dans des déclarations publiques qu'une guerre entre la Chine et le Viet Nam "réduirait à néant les espoirs de modernisation de la Chine". Pareilles déclarations montrent clairement les motivations perfides qui ont conduit

les autorités vietnamiennes à provoquer délibérément un conflit armé de grande envergure et à saboter le programme de modernisation de la Chine. Si les autorités vietnamiennes ont fait preuve d'un tel acharnement dans leur campagne d'hostilité contre la Chine et dans leur volonté d'envenimer les relations entre la Chine et le Viet Nam, la principale raison en est qu'elles veulent jouer le seigneur féodal en Indochine et en Asie du Sud-Est, avec l'appui de l'Union soviétique. La Chine, par contre, soutenant la justice, s'est opposée à l'hégémonisme régional du Viet Nam et a appuyé les peuples de tous les pays de cette région dans leur combat pour défendre leur indépendance nationale, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Les autorités vietnamiennes en sont ainsi venues à considérer la Chine comme leur ennemi numéro un. Par conséquent, si l'on veut parvenir à une normalisation des relations entre la Chine et le Viet Nam, les autorités vietnamiennes doivent mettre un terme à leur hostilité contre la Chine et abandonner leur politique de nationalisme expansionniste et d'hégémonisme régional.

Dans le monde actuel, pratiquer l'hégémonisme c'est aller à contre-courant de l'histoire. Il est extrêmement dangereux pour les autorités vietnamiennes de persister, avec l'appui et les encouragements soviétiques, dans leur conduite d'agression et d'expansion en vue d'établir leur hégémonie sur la région. Si les autorités vietnamiennes sont, comme elles le proclament, désireuses de "contribuer à la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde", qu'elles fassent droit à ce que réclament les peuples du monde entier et, en premier lieu, qu'elles mettent un terme à leur guerre d'agression au Kampuchea et qu'elles ramènent toutes leurs forces d'agression dans leur propre territoire. Nous déclarons solennellement que la Chine maintiendra inébranlablement sa position, qui est de combattre l'impérialisme et l'hégémonisme et de soutenir tous les pays et les peuples épris de paix dans leur lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Et nous croyons à ce que nous disons. Puisque les autorités vietnamiennes nient catégoriquement qu'elles pratiquent le nationalisme expansionniste et l'hégémonisme régional, elles doivent prouver par leurs actes que leur comportement est conforme à leurs paroles.

En vue d'apporter une solution radicale aux problèmes concernant les relations sino-vietnamiennes et de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Indochine, en Asie du Sud-Est et dans le monde entier, la délégation du Gouvernement chinois a déjà présenté sa proposition relative aux principes devant régir les relations sino-vietnamiennes, qui comprend un point relatif à l'hégémonisme. La partie chinoise a solennellement proposé ce qui suit :

"Aucune des deux parties ne devra rechercher l'hégémonie en Indochine, en Asie du Sud-Est ou dans d'autres régions du monde et chaque partie doit s'opposer aux efforts de tout autre pays ou groupe de pays visant à établir une telle hégémonie. Aucune des parties ne maintiendra de troupes dans d'autres pays et les troupes se trouvant déjà stationnées à l'étranger doivent être retirées et ramenées dans leur pays. Aucune des parties ne deviendra membre de blocs militaires dirigés contre l'autre partie, ne fournira de base militaire à d'autres pays, ni n'utilisera le territoire et les bases d'autres pays pour menacer, renverser ou attaquer l'autre partie ou d'autres pays."

La proposition chinoise en huit points est conforme non seulement aux intérêts fondamentaux de la Chine et du Viet Nam et à ceux de nos deux peuples, mais aussi au désir des peuples du monde entier qui dénoncent l'hégémonisme. Elle a été bien accueillie et appuyée par les pays et les peuples épris de paix d'Indochine, d'Asie du Sud-Est et du monde entier. L'hégémonisme est la cause première de la détérioration des relations sino-vietnamiennes et de la dégradation de la situation en Indochine et en Asie du Sud-Est. Pour apporter une solution radicale au problème des relations sino-vietnamiennes, il est nécessaire de lutter contre l'hégémonisme. C'est là le fond du problème. Or la proposition vietnamienne en trois points est absolument silencieuse à cet égard. Comment dans ces conditions pourrait-on qualifier cette proposition de "globale et complète"? L'exigence unanime et le voeu ardent des peuples de tous les pays d'Indochine, d'Asie du Sud-Est et du monde entier, c'est de tenir en échec les hégémonistes, grands et petits. Nous espérons que la partie vietnamienne n'éludera pas les questions de fond essentielles et n'utilisera pas ces négociations comme une tribune pour faire de la propagande antichinoise, mais qu'elle étudiera sérieusement la proposition en huit points de la délégation du Gouvernement chinois et qu'elle agira de manière utile et concrète pour garantir la paix et la tranquillité sur la frontière sino-vietnamienne et rétablir sans tarder des relations normales entre nos deux pays ainsi que la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est et dans le monde.
